



Mouvement politique des objecteurs de croissance

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

Prosperité sans croissance (Prosperity Without Growth)

Un commentaire sur ce livre de Tim Jackson par Christian Arnsperger

Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*. De Boeck, 2010.

Source : www.transitioneconomique.blogspot.com

L'ouvrage de Tim Jackson, *Prosperity Without Growth* (Earthscan, Londres, 2009), récemment traduit en français sous le titre *Prosperité sans croissance* (De Boeck & Etopia, Bruxelles, 2010), est un jalon très important dans la réflexion sur l'écologie politique. Il sera incontournable, à l'avenir, dans tous les débats sur les orientations à donner à nos économies et à nos sociétés dans une perspective de transition. (Le sous-titre français, d'ailleurs, est "La transition vers une économie durable", reprenant celui du rapport préalable de la *Sustainable Development Commission* qui a servi de base pour le livre.)

Jackson offre une analyse remarquable du contexte dans lequel se posent actuellement les enjeux de la transition: une logique de la dette écologique et économique, impulsée par un impératif de croissance perpétuelle, lui-même ancré dans un consumérisme basé sur la quête effrénée de la nouveauté, au sein d'un monde social où le "langage des biens matériels" prédomine comme moyen de communication entre les gens. Il explique aussi (dans un vocabulaire très clair, qui est l'une des vertus constantes de l'ouvrage) pourquoi il est absurde de vouloir invoquer la notion de "déconnexion" comme solution aux enjeux du changement climatique et de la rareté des ressources. En effet, cela revient à terme à croire que l'on pourra maintenir, voire dépasser, les rythmes actuels d'accumulation en utilisant des flux de ressources énergétiques sans cesse réduits. L'auteur démontre, preuves chiffrées à l'appui (et le degré de documentation statistique de son travail est impressionnant à travers tout son livre), que les chances d'une telle "déconnexion absolue" sont quasiment nulles. Jackson ne nie pas -- loin de là -- l'importance des progrès technologiques dans le combat environnemental, mais il ferme définitivement (et salutairement) la porte aux fantasmes d'un "productivisme de l'immatériel" qui voudrait que l'on puisse, un jour, produire tous les biens demandés par les consommateurs avec un grain de sable, à la faveur d'une technologie hyper-performante.

Il faudra donc inéluctablement, selon Jackson, en venir à réduire nos rythmes de consommation, et donc de production. Sans toutefois devenir un adversaire dogmatique de la croissance, car notre auteur -- en grand pragmatique qu'il semble être -- n'utilise jamais le mot "décroissance". L'expression, en effet plus heureuse, de "prosperité sans croissance" lui permet de ménager la chèvre et le chou: il faut des limites à l'émission de polluants (dont le CO₂), mais pas nécessairement un changement radical de rapport à la nature; il faut des investissements "verts" à rentabilité réduite, mais pas nécessairement un abandon de la logique financière en tant que telle; il faut abandonner l'obsession de la productivité du travail, mais pas dans tous les secteurs (car il reste des

secteurs où être plus productif restera un impératif), et il ne faut certainement pas contester la logique du salariat comme telle; il faut mettre en question les causes sociales du consumérisme (langage des biens matériels, course au statut social, compulsion de la nouveauté), mais il ne s'agit pas de questionner la "nature humaine".

Plus généralement, si l'économie de marché contient certes en germes des problèmes qui nous poussent à rechercher la croissance à tout prix, aux yeux de Jackson rien ne nous oblige à lier nécessairement croissance et capitalisme. (Il s'oppose, en cela, notamment à Richard Douthwaite dans son ouvrage *The Growth Illusion*, selon qui la structure même de l'endettement bancaire dans le capitalisme impulse un impératif absolu de croissance.) De sorte que la question de l'anti-capitalisme et du post-capitalisme est évacuée par l'auteur en deux coups de cuillères à pot. La société sans croissance sera-t-elle capitaliste ou non? Ce n'est pas important à ses yeux. Seules comptent les possibilités effectives, pour chaque citoyen, d'accéder aux capacités d'épanouissement les plus importantes: nourriture, logement, santé, éducation, amitié, amour, sens. (Il s'inspire là de l'approche par les "capabilités" de l'économiste Amartya Sen.) Il faudra voir, plus loin, si cet épanouissement est vraiment possible dans le cadre proposé par Jackson.

Comme mesures-clé contre le consumérisme et le productivisme, Jackson invoque la reprise en main de l'investissement par les pouvoirs publics, l'abandon de la quête de la productivité du travail pour engendrer une économie de services à forte intensité en main-d'oeuvre, la frugalité choisie et le partage du travail. On ne saurait le lui reprocher, tant ces idées déjà assez connues en milieu francophone peuvent apparaître dans le contexte anglo-saxon où évolue Jackson comme des hérésies économiques. La "vertu" -- si l'on peut dire -- du travail de Jackson est de suggérer que la critique frontale (notamment marxiste) du capitalisme n'est peut-être pas essentielle à la réflexion sur la transition. Selon lui, nous pourrions transiter vers une nouvelle économie si les Etats (avec l'aide des scientifiques) parviennent à calculer des limites écologiques et à égaliser les revenus, si les citoyens reprennent en main leur épanouissement, s'ils se rendent compte de leur aliénation consumériste, et si les économistes consentent à reconstruire fondamentalement leur science pour en faire une *ecological economics* où les contraintes bio-environnementales soient premières et explicites.

Jackson est clairement un stratège. Ses propos sont peut-être plus radicaux qu'il n'y paraît, mais il fait le choix de masquer son jeu. C'est probablement, en effet, ce qui donnera à son livre une audience plus large que celle qu'a pu obtenir un ouvrage, à mon sens, plus profond et plus

radical comme celui de Serge Latouche, *Le pari de la décroissance* (Fayard, Paris, 2006). La force du livre de Latouche est qu'il va plus loin dans les implications radicales de la prospérité sans croissance. Certes, Latouche et Jackson partagent le parti-pris de ne pas vouloir modifier la "nature humaine". J'y reviendrai plus loin. Pourtant, là où Jackson ne fait qu'effleurer les enjeux, Latouche avec ses "huit R" (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) avance des pistes bien plus explicites -- notamment dans le domaine de la **relocalisation économique** et de la reprise en main citoyenne de la **création monétaire**. Jackson, en bon stratège et peut-être aussi en penseur simplement plus conventionnel, ne touche jamais à ces deux enjeux-clé de notre système: le commerce international et la monnaie.

Commerce international: Quand Jackson prône des communautés locales résilientes, on ne voit pas très bien ce que de telles communautés apporteront si ce n'est une plus grande capacité d'insertion dans les flux commerciaux mondialisés. (Et ses quelques allusions positives au commerce équitable semblent indiquer qu'il ne compte pas remettre en cause la mondialisation commerciale. Voir la note 11, pp. 193-194.) On a donc plutôt, me semble-t-il, une pensée anglo-saxonne de la communauté résiliente comme outil de protection des individus contre les inévitables turbulences d'une économie globale. Chez Latouche, comme chez Douthwaite, les éléments plus radicaux de la résilience locale, liés davantage à la quête d'une *autonomie profonde* (cf. notamment la perspective d'Ivan Illich), sont davantage mis en avant.

Monnaie: Lors d'une récente journée de travail sur les monnaies complémentaires, [Bernard Lietaer](#) nous expliquait de façon très convaincante que l'élément auquel aucun économiste, même modérément "contestataire" comme Stiglitz ou Krugman, n'ose s'attaquer est le système de création monétaire par les banques commerciales et l'idée que seule une monnaie légale unique puisse servir de moyen d'échange. Il expliquait cela par l'imbrication concrète entre le monde des idées économiques et le monde bancaire et financier. Le mutisme de Jackson quant au rôle que joueraient des banques et une monnaie modifiées dans la "résilience" des communautés indique qu'il respecte, lui aussi, ce tabou absolu. Chez Latouche, comme chez Douthwaite ou Lietaer (ou Margrit Kennedy), l'idée selon laquelle les [monnaies locales](#) pourraient servir d'outil à une saine déconnexion des localités est beaucoup plus présente.

Ce sur quoi Jackson ne dit presque rien, c'est le genre de travail qui serait offert aux travailleurs dans le cadre d'un partage du travail (avec réduction de la durée légale) au sein d'un processus où l'investissement public "vert", moins productiviste et plus intensif en main-d'oeuvre, deviendrait prédominant. Quel place donne-t-il à la tendance du système actuel non seulement à gaspiller des ressources naturelles, mais aussi à gaspiller des ressources humaines? **Le coeur de l'écologie politique n'est-il pas le fait que, pour le capitalisme, l'humain fait tout simplement partie des "ressources naturelle" à gérer?** Comment faire en sorte que cette vision totalement instrumentale de l'humain soit abandonnée, en même temps que le consumérisme? Sur cet enjeu-clé, le livre de Jackson ne dit rien d'explicite. C'est regrettable et cela en fait même, à mes yeux, un livre un peu dangereux. Il illustre ce que, dans [mon papier](#) "Transition écologique et transition économique", j'appelle les lieux communs de l'environnementalisme: le changement climatique et le

gaspillage des ressources non renouvelables sont certes des défis cruciaux, et il faut en effet repenser les stratégies d'investissement de long terme en fonction de ces défis; mais il faut aussi **inclure les enjeux "anthropo-environnementaux"** dans la réflexion.

Remplacer le PIB par d'autres indicateurs ne sera pas, en soi, un geste suffisant à cet égard. Insister sur la nécessité de repenser l'épanouissement personnelle du citoyen en-dehors du langage des biens de consommation ne suffira pas non plus, en soi. On ne peut pas se contenter de dire qu'"il est probable que la nouvelle économie [sans croissance] sera moins 'capitalistique'" (Jackson, p. 196). Le capitalisme n'est pas simplement un régime où "la propriété et le contrôle des moyens de production appartiennent plus à la sphère privée qu'à l'Etat" (*idem*); il existe évidemment aussi un capitalisme d'Etat. Un aspect-clé du capitalisme est que la vie des gens est enrégimentée par l'impératif de rentabilisation du capital, c'est-à-dire de recherche d'un surplus entre recettes et coûts qui reviendra en droit au propriétaire du capital (qu'il soit l'Etat ou une personne privée). Comment cet aspect-clé, cet aspect "extractif-accaparant", est-il pris en compte par Jackson? Ce n'est pas clair du tout. Réduire la durée du travail et partager le travail restant, dans le cadre d'une société où la consommation se ralentit, cela va-t-il mener à un capitalisme plus féroce encore, où les gens qui travaillent seront pressés comme des citrons pour produire des biens moins abondants, et pour travailler dans des "métiers verts" à forte intensité en main-d'oeuvre? Partager le travail peut coïncider avec des catastrophes sociales et des abus de pouvoir et des rapports de force exacerbés.

Au fond, le danger de l'approche de Jackson est son silence total concernant la qualité du travail et surtout le(s) régime(s) de propriété qui accompagnerait(ent) la transition vers une prospérité sans croissance. Certes, il indique vaguement que "l'actionnariat des employés" (p. 197) offre des perspectives -- mais c'est là un modèle complètement compatible avec l'exploitation et l'aliénation capitalistes, tout comme le modèle de l'intéressement salarié ou celui de la co-gestion. Toujours fidèle à sa stratégie de noyade du poisson, Jackson écrit ceci: "Les exigences de la nouvelle économie nous appellent à revisiter et à encadrer les concepts de productivité, rentabilité, propriété des actifs, et de contrôle de la distribution des surplus. Où que puisse nous faire aboutir cette exploration, deux choses sont claires: l'investissement dans les actifs reste crucial et l'écologie de cet investissement est très différente du fonctionnement actuel des marchés de capitaux. (...) Est-ce encore du capitalisme? Est-ce vraiment important?" (p. 197) Certes: si l'Etat a pour tâche de réréguler la finance et l'investissement de façon à modifier l'"écologie des investissements" (c'est-à-dire la coexistence d'actifs plus ou moins rentables, à plus ou moins long terme), et si on croit comme Jackson que l'Etat est capable de prendre en main cette tâche, il est possible d'imaginer une social-démocratie verte où les appétits des acteurs les plus puissants pourront être harnachés et maîtrisés. Du coup, pense Jackson, le capitalisme perdrait son aspect abrasif et destructeur et deviendrait un gentil toutou au service de consommateurs devenus raisonnables grâce à... l'Etat, là aussi.

Car oui, Jackson croit que la lutte contre le consumérisme ne sera possible que si l'Etat s'en mêle et instaure (d'en haut, donc) les conditions sociales permettant à chacun de sortir de son isolement. Lesquelles? Essentiellement en changeant les "signaux" que nous percevons et auxquels

nous réagissons. Nouveaux signaux, nouveaux acteurs. Quels nouveaux signaux? C'est surtout l'interdiction de la publicité envers les enfants, le retour des financements publics dans les médias pour réduire la dépendance aux annonceurs et le renforcement des normes commerciales (commerce équitable, durabilité des biens de consommation) (voir Jackson, p. 182). Avec de tels signaux, nous suggère l'auteur, nos choix de frugalité personnelle deviendront moins lourds à porter car nous évoluerons dans un monde social plus porteur. On ne peut pas vraiment objecter à de telles idées de bon sens -- si ce n'est que, tout en faisant appel à des communautés de pratique et à des traditions philosophiques et spirituelles (p. 152), Jackson insiste (tout comme Latouche, je l'ai dit) sur le caractère intangible de la "nature humaine". Pas besoin d'y toucher. Du coup, on s'y perd. Sur quoi, exactement, doit porter l'effort des citoyens? Si je me décide pour la frugalité, c'est selon Jackson parce que cette frugalité était toujours en moi, en attente en quelque sorte, mais qu'elle était étouffée par le contexte social. C'est certainement une partie de la réalité; mais pour faire d'abord ce choix de la frugalité, est-ce que je ne dois pas avoir fait un travail sur moi-même? Et les acteurs de l'Etat eux-mêmes, dont Jackson montre d'ailleurs qu'ils sont pris dans un dilemme entre long terme et court terme (p. 167), n'ont-ils pas (à l'instar de Jackson lui-même comme économiste devenu "hétérodoxe") un travail à faire sur eux-mêmes, personnellement, pour changer de perspective? Est-ce que la transition vers une prospérité sans croissance ne requiert pas **à la fois de nouvelles normes collectives et de nouvelles façons d'être humains?**

Car si Jackson a raison de dire (à la suite de bon nombre de travaux en psychologie et en philosophie de l'économie) que le consumérisme est basé sur l'angoisse du manque, il me semble qu'il escamote la nécessité d'un changement de "nature humaine". Si le consumérisme était ancré dans une nature humaine fixe et définitive, on ne voit pas comment même les nouvelles normes collectives que Jackson propose pourraient gagner la bataille contre l'obsession de la nouveauté. Il n'en est rien, heureusement. Le consumérisme s'ancre dans des angoisses profondes en nous, mais nous sommes capables -- toutes nos traditions spirituelles l'attestent -- de dépasser ces angoisses. Est-ce que la collectivité nous donnera accès à des "ressources de sens" réelles qui nous permettront de dépasser nos angoisses, donc le consumérisme, donc la croissance? Jackson, hélas, n'en dit rien, pas plus que Latouche d'ailleurs. Il me semble que la réflexion sur la transition économique ne peut pas faire l'économie du changement de la nature humaine, du **changement anthropologique**, donc aussi du **changement culturel fondamental**. Ce n'est pas qu'une affaire de nouvelles normes publiques de consommation -- c'est une affaire de **soutien public accru au travail des citoyens sur eux-mêmes**. Et cela signifie qu'il faut aussi soutenir publiquement les gens qui osent s'engager dans des expériences communautaires alternatives. (Voir mon article récent "A bas l'utopie, vive la démocratie profonde!", dans le n°63 de la *revue Politique*.)

Faut-il pour autant lier la prospérité sans croissance à un "retour du religieux", voire même (*horribile dictu*) à l'institutionnalisation d'une religion d'Etat? Bien sûr que non! Les citoyens ont suffisamment de capacités émotionnelles et intellectuelles pour se "brancher" sur les traditions philosophiques et spirituelles qui "circulent" dans l'espace public (à condition qu'on les y laisse circuler) et qui peuvent leur permettre de travailler sur leurs profondeurs.

Certes, comme le dit Jackson, il faut repenser l'"écologie" des investissements pour permettre une coexistence entre exigences de rentabilité à court terme et opportunités de constructions de longue haleine; mais de même, est-ce qu'il ne faut pas repenser l'"écologie" des outils de recherche philosophique et spirituelle pour permettre une coexistence entre différentes "expérimentations humaines" dans nos sociétés? *Prospérité sans croissance* ne dit rien à ce sujet, ou presque. Pourtant, cela fait partie intégrante de la gouvernance de la prospérité!

Bref, on ne sait pas si la prospérité sans croissance selon Jackson correspond à une transition vers le post-capitalisme. Ce n'est pas grave à ses yeux; je n'en suis pas si sûr car, comme je l'ai dit, la question de la qualité du travail et de l'exploitation capitaliste n'est pas réglée. On ne sait pas non plus si la prospérité sans croissance correspond à une transition vers un espace public où le travail des citoyens sur eux-mêmes est vraiment possible. C'est tout aussi préoccupant car, comme je l'ai dit, les questions du manque, de la mort, de la souffrance, de l'angoisse ne peuvent pas être réglées par de nouvelles normes publiques de consommation.

Il serait regrettable que le livre de Jackson, de par la clarté qui le caractérise et qui est une de ses vertus, serve à évacuer ou à occulter des enjeux plus radicaux que d'autres travaux, comme ceux de Latouche (*Le pari de la décroissance, Petit traité de décroissance sereine*) ou même ceux d'un Paul Ariès (*No Conso, Désobéir et grandir: Vers une société de décroissance, La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*), soulèvent de façon plus explicite. Reste que la parution de ce livre est un événement très important. Nous ne pourrons plus, dorénavant, ne pas être "jacksonniens". C'est un point de départ clair, précis mais perfectible car, à vouloir trop remporter le consensus, il masque ou brouille peut-être des enjeux plus radicaux. Poursuivons le débat!